

DECISION N° 2021-36
Attribution de subventions en faveur des
copropriétés dégradées en ORCOD-IN

Le Directeur Général,

Vu le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement public foncier d'Ile de France (EPFIF) modifié par le décret n°2009-1542 du 11 décembre 2009 puis par le décret n° 2015-525 du 12 mai 2015 portant dissolution au 31 décembre 2015 des établissements publics fonciers des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines,

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2020 portant renouvellement du mandat du directeur général de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France,

Vu le Code de la construction et de l'habitation (CCH) et notamment ses articles L741-1 et L741-2,

Vu le Code de l'urbanisme (CU) et notamment son article L321-1-1,

Vu le décret en Conseil d'Etat n°2015-99 en date du 28 janvier 2015 déclarant d'intérêt national l'Opération de requalification des copropriétés dégradées (ORCOD-IN) du quartier du Bas-Clichy et désignant l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France pour assurer la conduite de cette opération,

Vu la convention entre partenaires publics prévue à l'article L741-1 du CCH signée le 7 juillet 2015,

Vu les délibérations du Conseil d'Administration de l'EPFIF n° A19-2-4 QUATER du 20 juin 2019 et n°A19-5bis-5 du 6 décembre 2019,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) n° 2019-21 du 9 octobre 2019,

Vu la Convention du Plan de sauvegarde de la copropriété Sévigné signée le 18 mai 2017, et son avenant signé le 28 mai 2020,

Vu la demande de subvention reçue de la part du syndicat des copropriétaires par courrier de son syndic en date du 15 janvier 2021,

Vu les orientations stratégiques concernant le devenir de la copropriété Sévigné, validées lors du Comité Directeur de l'ORCOD-IN,

Vu le rapport interne remis par la direction ORCOD-IN,

Considérant que la demande de subvention formulée par le syndicat des copropriétaires contribue à la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde de la copropriété Sévigné dont l'EPFIF assure le pilotage au titre de l'ORCOD-IN,

Etablissement Public Foncier Ile-de-France

Siège : 4/14, rue Ferrus 75014 Paris

Agence Opérationnelle du Val d'Oise : 10/12 boulevard de l'Oise – CS 20706 – 95031 Cergy-Pontoise cedex

Agence Opérationnelle des Yvelines : 2 esplanade Grand Siècle 78000 Versailles

Tél. - 01 40 78 90 90/ Fax - 01 40 78 91 20

contact@epfif.fr

Siren 495 120 008 – Naf 8413Z

Considérant que les dépenses indiquées en assiette sont éligibles aux aides de l'Anah aux syndicats des copropriétaires dans le cadre d'un plan de sauvegarde,

Décide :

Article 1 :

D'attribuer, au vu du projet présenté, une subvention d'un montant de 35 916,25 €, constituée de :

- Une aide à la réalisation des missions de maîtrise d'œuvre conception spécifiques aux enjeux structurels et géotechniques, ainsi que trois diagnostics complémentaires (inspection télévisée des réseaux enterrés, diagnostic des réseaux d'adduction d'eau froide, diagnostic amiante avant travaux), dont le montant est assis sur une dépense totale éligible de 143 665 € HT, financée à hauteur de 25%.

Cette décision deviendra caduque si les dépenses faisant l'objet de la présente subvention ne sont pas engagées par le syndicat des copropriétaires dans un délai d'un an à compter de la présente notification.

La subvention effectivement versée par virement bancaire réalisé par l'agent comptable de l'EPFIF ne pourra dépasser le montant total ci-dessus.

Article 2 :

Toute modification envisagée sur la nature ou les conditions de réalisation des travaux doit immédiatement être portée à la connaissance de la direction de projet de l'ORCOD-IN. En effet, toute modification est susceptible de remettre en cause la décision d'octroi de l'aide.

Si les engagements souscrits par le syndicat des copropriétaires lors du dépôt de la demande ne sont pas respectés, ou en cas de fausse déclaration ou manœuvre frauduleuse, le syndicat des copropriétaires s'expose au retrait et reversement de tout ou partie de l'aide. Les services de l'EPFIF pourront faire procéder à tout contrôle des engagements du bénéficiaire. A ce titre, le syndicat et son mandataire accepteront de communiquer sans délai tous documents ou pièces sollicités par les services de l'EPFIF.

Article 3 :

Le versement de la subvention sera effectué sur le compte bancaire de la copropriété.

L'échéancier des versements est le suivant :

- o 70% du montant de la subvention attribuée par la présente décision, dès sa notification au syndicat des copropriétaires ;
- o Les autres paiements interviendront sur présentation des factures des entreprises, visées par le mandataire du syndicat des copropriétaires, dans la limite du montant prévu à l'article premier.

La régularisation éventuelle du montant total de la subvention interviendra lors du versement des acomptes ou du solde, sur justificatif des dépenses effectives.

Article 4 :

La présente décision est notifiée au syndicat des copropriétaires de Sévigné, représenté par son syndic, le cabinet Immo de France.

Fait à Paris, le 20/05/2021

Le Directeur Général,
Gilles BOUVELOT